



HAL
open science

José Mujica. Un homme politique au pouvoir

Denis Merklen

► **To cite this version:**

Denis Merklen. José Mujica. Un homme politique au pouvoir. Cahiers des Amériques Latines, 2014.
halshs-01618520

HAL Id: halshs-01618520

<https://shs.hal.science/halshs-01618520v1>

Submitted on 18 Oct 2017

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

José Mujica. Un homme politique au pouvoir

José Mujica, a political man in power

José Mujica. Un hombre político en el poder

Denis Merklen



Édition électronique

URL : <http://cal.revues.org/3433>
ISSN : 2268-4247

Éditeur

Institut des hautes études de l'Amérique
latine

Édition imprimée

Date de publication : 20 octobre 2014
Pagination : 27-48
ISBN : 196 p. - EAN 3303332400775
ISSN : 1141-7161

Référence électronique

Denis Merklen, « José Mujica. Un homme politique au pouvoir », *Cahiers des Amériques latines* [En ligne], 77 | 2014, mis en ligne le 20 octobre 2014, consulté le 30 septembre 2016. URL : <http://cal.revues.org/3433>

Ce document est un fac-similé de l'édition imprimée.

© Cahiers des Amériques latines

Denis Merklen*

José Mujica. Un homme politique au pouvoir¹

Le 29 novembre 2009 la gauche uruguayenne remporte pour la deuxième fois de son histoire les élections nationales. Elle prolonge ainsi la période ouverte cinq ans plus tôt avec l'élection de Tabaré Vázquez (2005-2010). Dans la continuité de la victoire aux présidentielles puis aux législatives, la gauche gagne également les élections locales quelques semaines plus tard et garde le contrôle de Montevideo (qu'elle gouverne depuis 1989) et de plusieurs autres villes et départements du pays. Les Uruguayens ont ainsi salué la formidable récupération du pays après la crise du début des années 2000 et les décennies de déclin qui l'ont précédée sous les gouvernements conservateurs des *Colorados* et *Blancos*. José Mujica fut ainsi élu président de la République pour une période de cinq ans, du 1^{er} mars 2010 au 1^{er} mars 2015.

Cette victoire a cependant rendu inaperçus deux autres résultats électoraux. Ce même 29 novembre 2009, dans le cadre du même acte électoral qui donna la victoire à José Mujica, deux projets de révision constitutionnelle

* Sorbonne Nouvelle - Paris 3.

1. Les données statistiques sont tirées des sites officiels de l'Uruguay, notamment l'Instituto nacional de estadísticas (INE), du Ministerio de economía y finanzas et de la Corte electoral. De nombreuses informations et propos du président José Mujica sont tirés de divers sites de la presse nationale et internationale, à chaque fois cités dans le texte. Des entretiens ont été réalisés avec des personnalités et des collègues de l'Universidad de la República. Ce texte n'aurait pas été possible sans l'aide inestimable d'Octavio Correa qui a été à la fois à la source d'informations précieuses, et un tenace discutant de mes hypothèses. ¡Gracias!

étaient soumis à référendum² : la réforme visant à abroger des dispositions de la loi dite de « caducité de la prétention punitive de l'État » (dite loi de *caducidad*)³ qui protège les militaires ayant commis des violations des Droits de l'homme pendant la dictature (1973-1984) et la réforme autorisant le vote des Uruguayens à l'étranger. La loi d'amnistie ne fut donc pas abrogée et le vote des résidents à l'étranger n'a pas été autorisé⁴. Deux points cruciaux pour la vie politique du pays, deux défaites pour la gauche. Elles ont été à l'origine de toute une conflictualité qui a opposé le gouvernement Mujica et certains dirigeants du *Frente Amplio* aux militants et aux mouvements sociaux qui ont demandé aux premiers de débloquer par voie parlementaire la situation provoquée par ces défaites électorales.

La victoire de José Mujica 2009 constitue un fait majeur dans l'histoire de l'Uruguay pour plusieurs raisons. La désignation à la tête de l'État du plus populaire des *Tupamaros*, l'ancienne guérilla urbaine, signifiait quelque part une reconnaissance des luttes politiques des années 1960 et 1970 et de leur style de faire de la politique – nous reviendrons sur ce point. Mais surtout, cette fois-ci, la victoire de la gauche ne put plus être interprétée, à la manière de celle de 2004, comme un effet de la crise économique où l'électorat aurait cherché une alternative aux partis traditionnels. Elle ne pouvait plus non plus être attribuée à l'incapacité ou aux erreurs cumulées par les gouvernements conservateurs des partis *Blanco* et *Colorado* depuis des décennies. Le vote pour José Mujica traduit un soutien franc à la gauche comme force de gouvernement. Composée jusqu'il y a peu de mouvements sociaux, d'acteurs culturels, de partis politiques et d'une force parlementaire, la gauche confirme en 2009 qu'elle est aussi devenue une gauche de gouvernement.

Cette victoire de 2009 cache cependant les défaites liées aux référendums et l'ouverture d'une conjoncture politique dont l'interprétation est essentielle à une compréhension de l'Uruguay de José Mujica. Le coup porté par la défaite dans les deux référendums fut dur car il toucha deux thèmes centraux de la gauche et du mouvement populaire. La question des Droits de l'homme d'abord. Non seulement ce sujet est constitutif de toute formation et de toute pensée de gauche, mais la consolidation du projet démocratique – que la gauche post-dictature a bâti pour la

2. En Uruguay, il existe deux mécanismes de consultation d'initiative populaire qui concernent soit les projets de réformes constitutionnelles soit les lois (sauf celles concernant les impôts) : il suffit de réunir les signatures de 10% des électeurs pour les premières ou de 25% pour les deuxièmes dans l'année qui suit la promulgation d'une loi pour que la Cour électorale soit contrainte de convoquer les électeurs pour approuver ou refuser les projets de réforme, ou bien confirmer ou abroger la loi [Urruty Navatta, 2009].
3. Loi 15 848, dite de « Caducidad de la pretensión punitiva del Estado ».
4. Le droit de vote des non-résidents a obtenu 36,93% et l'abrogation de la loi de *caducidad* 47,36%. Données de la *Corte electoral*.



société uruguayenne⁵ – n'est possible qu'à la condition d'avancer dans le traitement du passé dictatorial. Dès la sortie de la dictature en 1985, la gauche a placé l'exigence de justice concernant les crimes commis par la dictature au centre de son projet de démocratisation, mais la loi de *caducidad* votée sous le gouvernement de Julio María Sanguinetti en 1986 lui a barré la route. En 1989, les mouvements de Droits de l'homme, la centrale ouvrière et l'ensemble des partis réunis dans le *Frente Amplio* ont impulsé un référendum visant à abroger la loi, mais contrairement aux attentes, le vote populaire a confirmé l'amnistie. Vingt ans ont passé avant que la gauche ne trouve l'espace pour organiser une nouvelle fois une consultation électorale, seule issue légitime à l'impassé. À nouveau la réponse populaire a été de maintenir le *statu quo* et l'impunité des tortionnaires : en 2009 le peuple dit une nouvelle fois « non » par voie électorale. Or, ne pas juger les militaires tortionnaires c'est renoncer à la prétention démocratique de soumettre le pouvoir à la loi⁶.

Le refus d'une loi autorisant le vote à l'étranger (vote consulaire ou par correspondance, par exemple), a aussi frappé en son sein la gauche post-dictature. Pour une société de diaspora comme la société uruguayenne des quatre dernières décennies, l'exercice plein de la citoyenneté pour les Uruguayens vivant à l'étranger est l'affirmation d'un droit fondamental⁷. Mais aussi parce que depuis l'exil politique provoqué par les années de dictature et l'émigration économique des années 1990 et 2000, la gauche sent qu'une partie du peuple uruguayen vit désormais hors frontière et qu'il est de son devoir de réunir la nation en rapprochant politiquement les segments dispersés. Qui plus est, dans le contexte de la mondialisation où la mobilité et les appartenances nationales se diversifient et deviennent de moins en moins univoques, cette question relève aussi d'une projection vers l'avenir. Plus directement et dans le cadre des calculs électoraux, le vote de 2009 prive la gauche d'importantes ressources intellectuelles, politiques

5. Sous le titre «Après la violence», une conférence internationale fut organisée sur ce sujet à Montevideo les 8 et 9 mai 2014, avec la participation de juristes, historiens, philosophes, sociologues et anthropologues Uruguayens et en provenance de plusieurs pays européens et de l'Amérique latine. Elle compta avec le soutien des ministères des Affaires étrangères et de l'Éducation ainsi que de l'université de la République et d'institutions françaises dont l'IHEAL et l'EHESS. <http://iris.chess.fr/index.php?2413> [consulté le 1^{er} septembre 2014].
6. L'État uruguayen fut condamné par la Cour interaméricaine des Droits de l'homme estimant qu'il ne respectait pas la Convention interaméricaine des Droits de l'homme. Cette condamnation a ouvert une petite marge de manœuvre au gouvernement. En 2012, le parlement sanctionna une loi «réinterprétant» l'article 4 de la loi de *caducidad* ce qui permit la réouverture de certaines poursuites judiciaires contre les militaires.
7. Dès 1952, l'article 78 de la Constitution permet le vote des étrangers pour toutes les élections, à condition de vivre sur le territoire national depuis au moins 15 ans. Cette disposition que peu de pays reconnaissent est en lien avec l'histoire de pays d'immigration de la première moitié du xx^e siècle. Toutefois la situation actuelle fait de l'Uruguay un pays d'émigration qui paradoxalement n'autorise pas le vote de ses citoyens à l'étranger – il est possible de voter en se rendant sur le territoire national le jour des élections.

et idéologiques et très certainement d'une réserve conséquente de voix de ceux vivant en Argentine, au Brésil et au-delà⁸.

Ces deux défaites ont donc sévèrement touché la gauche uruguayenne. Le vote populaire blesse par voie de référendum le lien émotionnel que les femmes et les hommes de gauche ont avec leur propre passé, une dette envers ceux qui ont été les victimes du terrorisme d'État et de justice envers les bourreaux. Il blesse le lien affectif qu'ils ont avec ceux qui ont dû abandonner le pays mais qui sont toujours leurs compatriotes. Les uns et les autres sont, dans beaucoup de cas, leurs amis, leurs camarades, leurs familles. Une question d'autant plus forte pour une population de petite taille où la répression, l'exil et la migration ont atteint des proportions extraordinaires⁹.

Plus profondément encore, 2009 toucha le cœur électoral de la gauche uruguayenne. Les deux défaites aux référendums sont venues rappeler qu'un mouvement politique de gauche ne peut pas se contenter de gouverner. Aucune gauche ne peut limiter son action à la seule action gouvernementale car elle doit être à la fois mouvement social et parti politique si elle ne veut pas devenir un simple gestionnaire progressiste ou «la main gauche de l'État», pour reprendre la célèbre formule de Pierre Bourdieu. Dans le cas de ces deux référendums, ont été défaits les mouvements sociaux qui les ont impulsés, la centrale syndicale, les militants qui se sont mobilisés afin de sensibiliser les électeurs, les intellectuels et les agents de la culture qui se sont engagés dans ces deux combats importants. L'échec a encore mis en évidence les fractions qui traversent le *Frente Amplio*. Il n'est pas exagéré de dire que ces deux élections ont actualisé une ligne de division qui traverse la gauche uruguayenne par son axe médian et qu'elles obligent à se questionner sur la valeur de ce type de vote et sur le rapport de la gauche à la justice, à la citoyenneté et à la transformation sociale. Est-ce que la gauche peut être de gauche sans être démocratique? Peut-elle l'être sans être populaire?

La valeur du vote

La perte de ces deux élections a atteint une autre dimension constitutive de la gauche uruguayenne: son côté à la fois démocratique et populaire.

8. Dans toutes les élections depuis 1985, les résidents en Argentine et au Brésil se sont très massivement déplacés pour voter en faveur de la gauche. C'est certainement la raison pour laquelle les deux partis conservateurs ont systématiquement voté contre ce projet qui nécessite d'une réforme constitutionnelle et donc de deux tiers des parlementaires – une majorité dont le *Frente Amplio* ne dispose pas.
9. On estime à 7 000 le nombre de prisonniers politiques pendant la dictature, pour une population de 3 millions d'habitants. Pour une histoire de la dictature de 1973-1985, voir Caetano et Rilla, [1987]. Sur le plan de l'émigration économique, en 2002 les départs sont si nombreux que la croissance démographique affiche un solde négatif [Correa et Merklen, 2005].



Au lendemain des élections, sans attendre la prise de possession du nouveau gouvernement, de nombreuses voix en provenance de la gauche, des mouvements de Droits de l'homme, des syndicats ont commencé à exiger de la nouvelle majorité qu'elle abroge la loi d'impunité par voie parlementaire. Une pression politique équivalente a commencé à s'exercer sur le gouvernement de la part de ceux qui promeuvent toujours le vote des résidents à l'étranger. La question de la loi de caducité a été présentée devant le parlement à maintes reprises, pour échouer à chaque fois, non sans laisser de graves blessures, car systématiquement quelques législateurs ont refusé de voter l'abrogation de la loi avec la conviction que les représentants ne pouvaient contredire ce que les électeurs avaient directement sanctionné dans les urnes. Du point de vue des organisations des Droits de l'homme, la gauche trahissait ainsi ses valeurs alors même qu'elle avait la majorité parmi les députés comme parmi les sénateurs en maintenant un *statu quo* légal imposé par la droite à la sortie de la dictature. Statut derrière lequel se réfugient les tortionnaires.

Le président Mujica et certains de ses plus proches camarades issus du mouvement *Tupamaro* ont eu des positions très polémiques. Ainsi, dans un entretien au quotidien argentin *La Nación* du 13 septembre 2009, Mujica déclare souhaiter la vérité, mais ne pas croire en la justice car selon lui celle-ci «*tiene un bedor a venganza*» (sent la vengeance). En effet, alors candidat, il savait qu'il aurait les mains liées par son passé et qu'une demande de justice de sa part risquait d'être considérée comme une forme de vengeance. Toute action contre la volonté populaire et contre les militaires serait interprétée non pas comme un acte de justice mais comme la revanche d'un gouvernement qui compte plusieurs ex-guérilleros ou actuels *Tupamaros* dans le gouvernement (le président lui-même commandant en chef des armées, les ministres de la Défense, de l'Intérieur, des Affaires étrangères et de l'Éducation, et la présidence de la Chambre des représentants¹⁰). Le sénateur et ensuite ministre de la Défense, Eleuterio Fernández Huidobro incarne fortement la voix de ceux qui pensaient que l'abrogation de la loi par voie parlementaire était une grande erreur politique. Il démissionna de son poste de sénateur quand le *Frente Amplio* décida de voter l'abrogation, car selon lui le parti «*passait par-dessus le verdict populaire*»¹¹.

Il est nécessaire de revenir sur le lien entre les consultations populaires (plébiscites et référendums) dans l'histoire de l'Uruguay, une histoire longue de

10. En Uruguay la présidence de la chambre des représentants (députés) est tournante. Pendant la présidence de José Mujica, deux *Tupamaros* ont exercé ce poste, Ivonne Possada en 2010 et Anibal Pereyra en 2014. Un député Blanco, un Colorado et un autre député du *Frente Amplio* ont exercé la présidence entre 2011 et 2013.

11. Entretien dans l'émission d'Emiliano Cotelo, Radio El Espectador, 13 avril 2011. <http://www.espectador.com/politica/209862/eleuterio-fernandez-huidobro-renuncia-al-senado-luego-de-votar-a-favor-de-eliminar-caducidad> [Consulté le 07 juillet 2014].

quarante ans qui a structuré la gauche uruguayenne. En 1980, en pleine dictature, les militaires cherchent à légitimer un nouveau régime politique à travers une réforme constitutionnelle. Ils proposent un plébiscite où le peuple devait se prononcer pour ou contre la réforme. Le 30 novembre 1980 avec 57% de « non », la dictature perdait son pari. Les militaires et les secteurs les plus à droite des partis *Blanco* et *Colorado* qui formaient la dictature ont respecté le résultat du vote. Commençaient alors l'ouverture politique qui conduirait à la fin du régime. La dictature uruguayenne ne tomba pas comme celle de l'Argentine suite à une défaite dans la guerre et une crise économique.

Sur la base solide de ce précédent, la gauche a eu recours à la consultation populaire à quatre reprises. En 1989 et en 2009, comme nous venons de le voir, pour tenter d'abroger la loi d'amnistie, mais également de nouveau en 2009 afin d'impulser le vote des citoyens résidant à l'étranger. Mais deux autres initiatives de la gauche ont été des victoires particulièrement importantes. Le 13 décembre 1992, avec 71,57% des voix, les Uruguayens ont abrogé par référendum les articles 1, 2, 3, 10 y 32 de la loi n° 16.211, dite Loi des entreprises publiques. Ainsi fut évitée la privatisation des principales entreprises publiques, notamment de l'entreprise pétrolière (ANCAP), le monopole des communications (ANTEL) et celui de l'électricité (UTE). Le 31 octobre 2004 un autre référendum obligea l'État à faire marche arrière dans la privatisation de l'eau potable¹².

Le référendum de 1992 fut particulièrement important car il stoppa net l'avancée néolibérale impulsée par le gouvernement de Luis Alberto Lacalle (*Blanco*, 1990-1995). C'est ce qui explique le parcours différent entre l'Argentine et l'Uruguay pendant les années du dit Consensus de Washington. La politique des réformes néolibérales avorta et l'État a été contraint d'inciter lui-même une modernisation de ces entreprises que le gouvernement voulait laisser au marché (la doxa indiquait à l'époque que l'État était un acteur « du passé » incapable de s'adapter aux défis du XXI^e siècle, notamment dans un petit pays qu'on disait seul dans le monde alors que l'ensemble de l'Amérique latine privatisait largement). Le bilan du recours aux référendums par la gauche est donc ambigu : d'une part, en 1992 puis en 2004 la gauche dans l'opposition a mis un frein aux réformes néolibérales, mais de l'autre, l'échec des référendums de 2009, alors même qu'elle était au pouvoir, a conduit à conforter des mesures institutionnelles qu'elle a combattues par le passé¹³.

12. La privatisation du réseau d'eau potable avait commencé dans le département de Maldonado où les entreprises *Suez* (France) et *Aguas de Barcelona* (Espagne) avaient déjà obtenu la concession.

13. On doit noter qu'une partie de la droite (notamment soutenue par Pedro Bordaberry, fils de l'ancien dictateur José Maris Bordaberry) impulse actuellement un plébiscite visant à abaisser l'âge de la responsabilité pénale. Tout un mouvement social s'est formé autour de la devise *No a la baja*. Le plébiscite aura lieu au même moment que les élections présidentielles d'octobre 2014.



Si le gouvernement Mujica avait cédé à la tentation d'annuler dans le parlement ce que le vote des citoyens avait décidé dans les urnes, il aurait certainement commis une erreur qu'il aurait eue à payer très chère. Tandis que les deux partis conservateurs et même la dictature ont accepté le verdict des urnes, la gauche allait-elle passer outre dans le parlement alors même qu'elle avait appelé au vote des citoyens? Contre la majorité du *Frente Amplio* le secteur du président a préféré préserver le lien politique que la gauche avait construit avec le peuple dès 1980, au risque d'être taxé de « traître », comme certains n'ont pas hésité à qualifier notamment le ministre de la Défense et le président lui-même.

Le deuxième gouvernement de la gauche démarrait donc à la fois conforté par les urnes aux élections présidentielle et législatives mais sévèrement limité par une double défaite aux référendums. La situation résultait à la fois d'un conflit de valeurs, d'une question stratégique, et de calcul politique. Les risques posés sont en fait considérables sur le long terme. Sur de nombreux autres dossiers, le président José Mujica a été confronté à des situations paradoxales, comme la plupart des gouvernements. Or il semble qu'il adopte une conduite relativement différente des autres dirigeants. On dirait qu'il ne confond pas gouvernement avec pouvoir tout comme il ne veut pas limiter l'espace de la gauche à celui du gouvernement ni à celui de l'État.

Le président

La presse internationale est dithyrambique dans ses appréciations pratiquement unanimes sur le président José Mujica. On souligne sa simplicité, on remarque ses discours devenus déjà célèbres devant l'assemblée des Nations unies (25 septembre 2013) ou lors du sommet sur le développement durable de Rio de Janeiro (21 juin 2012), ses positions tactiques, ses distances avec les autres leaders de gauche du continent, le fait de ne jamais avoir renoncé à son passé guérillero, sa vie austère et la justification à la fois républicaine et profondément politique de cette simplicité. Souvent il a surpris, et pas seulement ses pairs latino-américains. Par exemple, quand il décide de ne pas aller à la cérémonie d'intronisation du cardinal Jorge Bergoglio comme le pape François arguant qu'il n'est pas croyant, ou plus récemment quand il a proposé au président Barack Obama d'accueillir des prisonniers de Guantanamo car selon lui cette base est un affront à l'humanité et qu'il faut tout mettre en œuvre pour permettre au président des États-Unis d'y mettre fin – malgré les réticences du Congrès nord-américain.

Dans un éditorial repris par le *Courrier international*, le quotidien *O Globo* signalait récemment qu'« au départ, son extrême simplicité avait quelque chose de pittoresque : sa modeste maisonnette sur une petite propriété rurale non loin de la capitale ; sa voiture, une vieille Coccinelle [Volkswagen] ; sa façon simplissime

de s'habiller, y compris lors des manifestations officielles; les 90% de son salaire reversés à des organisations caritatives; un seul véhicule de police pour assurer la sécurité de son domicile. C'était un acte de contestation, révèle-t-il dans un entretien qu'il nous a donné: "Les républiques n'ont pas été inventées pour qu'on y recrée une petite cour: elles sont nées pour affirmer que nous sommes tous égaux." Et après avoir qualifié le président uruguayen d'un des « rares hommes d'État », *O Globo* conclut que « Des faubourgs de Montevideo, Pepe Mujica envoie un message: "Nous, Latino-Américains, devons avoir la sagesse de chercher à nous accorder pour peser, ensemble, dans le monde. Nous avons besoin du Brésil, mais le Brésil lui aussi a besoin de nous tous, car les défis se posent à l'échelle continentale." Si Mujica était davantage entendu au sein du MERCOSUR, peut-être le Brésil ne serait-il pas acculé dans une véritable impasse idéologique, coincé entre l'Argentine et le Venezuela. José Mujica est peut-être l'un des rares hommes d'État du paysage politique latino-américain.»¹⁴

En Espagne, l'émission de télévision *Salvados*, de la chaîne espagnole *La Sexta*, que le journaliste Jordi Evole a récemment dédiée au président uruguayen a provoqué une grande émotion et des répercussions sur les réseaux sociaux au printemps 2014. Et dans un article récent, *La Nación* de Buenos Aires faisait ainsi son portrait: « S'il y avait un classement de popularité des présidents au niveau mondial, José Mujica serait sûrement à sa tête. *The Observer* a, il y a peu, expliqué dans un papier-fiction, combien irait mieux la Grande Bretagne si le président uruguayen était son premier ministre; *The Economist* a choisi l'Uruguay comme le meilleur pays de l'année 2013 et a salué l'"admirablement humble" Mujica; *La Repubblica* a dit qu'il était le "Mandela de l'Amérique latine", et pendant sa visite aux États-Unis, Barack Obama l'a qualifié de "leader pour tout l'hémisphère". Parmi les personnalités, les mouvements sociaux et les artistes, la fascination qu'éveille *Pepe* Mujica est encore plus grande. Emir Kusturica a commencé à filmer un documentaire sur "le dernier héros de la politique"; une ONG des Pays-Bas et des professeurs de l'Université de Bremen l'ont proposé comme candidat au Prix Nobel de la paix et même un étonné Mario Vargas Llosa a reconnu que, grâce à son président, l'Uruguay est aujourd'hui "un exemple que les autres pays latino-américains devraient suivre". Le monde adore Mujica »¹⁵.

Qu'est-ce qui éveille tant d'admiration, y compris dans des médias dont l'orientation éditoriale supprime tout soupçon de connivence idéologique avec ce président si unanimement encensé? Et surtout, que représente cette période

14. *Le Courrier international* du 24 mars 2014, hebdo n° 1221. <http://www.courrierinternational.com/article/2014/03/24/pepe-mujica-n-est-pas-qu-un-original> [Consulté le 26 juin 2014].

15. Adriana Rivas, *La Nación*, édition en ligne du 17 de mai 2014. <http://www.lanacion.com.ar/1692113-las-dos-caras-de-mujica-encandila-al-mundo-pero-polariza-a-los-uruguayos> [Consulté le 24-06-2014].



présidentielle au sein de la société uruguayenne ? Il ne s'agit pas ici d'écrire une énième fois sur le président José Mujica et son parcours politique mais de voir la société uruguayenne pendant sa période de gouvernement, et surtout d'analyser la manière dont à travers son gouvernement la gauche uruguayenne a agi sur la société. Cela dit, l'homme politique et la manière dont il émerge de la trajectoire d'un mouvement politique font partie de l'Uruguay au tournant du XXI^e siècle. Nous ne reviendrons pas ici sur son long passé militant. Mais, comment José Mujica a-t-il agi pendant qu'il a été président de la República Oriental del Uruguay ?

L'investissement

Le gouvernement de José Mujica a prolongé dans une bonne mesure les orientations prises par l'Uruguay pendant le gouvernement de Tabaré Vázquez, notamment sur le plan économique. Tel que l'analyse ici Luis Bértola, l'Uruguay a suivi une stratégie visant à promouvoir les investissements et à diversifier les exportations, tant sur le plan des marchés, tournés davantage vers l'Asie et moins l'Argentine et le Brésil, que sur le plan des produits exportés, visant à réduire la proportion des exportations agricoles sans valeur ajoutée [Bértola, 2014, p. 117-144]. C'est une décision cruciale pour un pays jadis dépendant de son commerce avec l'Europe puis avec l'Argentine et le Brésil, qui représentaient jusqu'à une date récente la moitié de son commerce extérieur. Plus important encore, pendant les dix années de son gouvernement, la gauche a activement cherché à favoriser la création d'emplois et d'infrastructures modernes dans les domaines des transports et des installations portuaires mais aussi dans la diversification des sources d'énergie. Ce dynamisme s'est reflété dans l'inversion des flux migratoires : depuis 2010, l'Uruguay n'est plus un pays d'exode.

Le cadre d'un MERCOSUR pratiquement en panne et une situation de concurrence exacerbée, notamment avec l'Argentine, rendent la tâche particulièrement difficile. Avec seulement 3,4 millions d'habitants, l'Uruguay est contraint de faire face, pratiquement seul, à nombre de problèmes difficiles à résoudre tellement l'échelle des investissements nécessaires semblent hors de portée (le PIB de l'Uruguay était en 2013 de 55,7 milliards de dollars)¹⁶. Ainsi, le gouvernement a opté pour une série d'investissements sous la forme d'usines liées à l'économie d'extraction et l'exportation de matières premières car ils sont corrélés à la construction de ports qui, le gouvernement l'espère, donneront un avantage d'intégration régionale au pays. Les usines de pâte à papier et les mines

16. La croissance du PIB pendant la période a été de 8,4% en 2010, de 7,3% en 2011, de 3,7% en 2012 et de 4,4% en 2013. (*Ministerio de economía y finanzas del Uruguay*), www.mef.gub.uy, [consulté le 30 juin 2014].

de fer sont associées à la construction de ports dans le littoral atlantique ou sur le fleuve Uruguay¹⁷. Le complexe minier « Aratirí » de la compagnie multinationale *Zamin Ferrous* (Grande-Bretagne et Suisse) est actuellement en cours d'évaluation. Avec un investissement de 3 milliards de dollars, l'Uruguay deviendrait le huitième producteur mondial de minerai de fer pour la production d'acier, et serait doté du plus important port en eaux profondes de l'Amérique du Sud. C'est ce dernier volet du projet qui intéresse le gouvernement, ce qui a amené le président Mujica à déclarer que la construction de ce port situé à l'Est du pays, sur l'Océan Atlantique, était « la décision de politique étrangère la plus importante de [son] gouvernement » (*El Observador*, 04 juillet 2012). L'Uruguay espère ainsi rendre son littoral attractif aux exportations brésiliennes et argentines ainsi que paraguayennes et même du Sud de la Bolivie. Un enjeu qui pourrait lui donner la possibilité de reconstruire ses chemins de fer – un investissement sinon impossible pour un État si faiblement peuplé – et de s'ériger comme une des portes de sortie du MERCOSUR.

Ces cinq dernières années l'Uruguay a cependant su tirer avantage de ses faiblesses grâce à l'investissement public. La question énergétique est un exemple très illustratif pour un pays qui ne dispose pas de pétrole ni de gaz, contrairement à ses voisins et où le prix de l'énergie est le plus cher de la région. Dans le cadre d'une augmentation spectaculaire de la consommation d'énergie (la consommation industrielle a été multipliée par 2 entre 2007 et 2011), la compagnie publique UTE a amené la production d'électricité d'origine éolienne à près de 30% du total en 2011, quand elle était quasiment inexistante (moins de 1%) en 2003 (MVOTMA, 2012). Avec cette même visée de la diversification des sources d'énergie, la compagnie de combustibles (ANCAP) et celle de l'électricité (UTE) ont initié la construction d'une usine de regazéification à l'Est de Montevideo pour un investissement total de 1,12 milliard de dollars. L'Uruguay décide ainsi d'introduire le gaz naturel à grande échelle, ressource dont le pays était privé jusqu'ici. Cette usine de regazéification est installée en mer, dans l'estuaire du Rio de la Plata ce qui nécessite aussi la construction d'un port.

17. Une grande usine de pâte à papier (Botnia – UPM) commença à fonctionner en 2007 sur les marges du fleuve Uruguay provoquant un important conflit avec l'Argentine [Garavaglia et Merklen, 2008]. Suite à un investissement de 2,35 milliards de dollars, une deuxième grande usine (Montes del Plata), située aussi sur la rive gauche de l'Uruguay, commença à exporter de la pâte à papier en juillet 2014 (El Espectador.com, 5 juillet 2014, « Montes del Plata realizo su primer embarque de celulosa », <http://www.espectador.com/economia/294911/montes-del-plata-realizo-su-primer-embarque-de-celulosa>, [consulté le 05 juillet 2014]). Chacune de ces usines a été à l'origine de la construction d'un port, investissements que l'Uruguay considère stratégiques. Elles produiront ensemble quelque 2,5 millions de tonnes de pâte à papier par an (Lr21 : « UPM y Montes del Plata producirán 2,5 millones de toneladas anuales de celulosa, unos US\$ 1,875 millones », 2 juillet 2014. <http://www.lr21.com.uy/economia/1184187-upm-montes-del-plata-produccion-de-celulosa-1-875-millones-dolares-uruguay>), [consulté le 5 juillet 2014].



Avec la modernisation du port de Montevideo, ces grands projets d'investissement visent à sortir l'Uruguay des formes de dépendance qui ont enfermé son économie par un élargissement de sa base économique et par une intégration physique de son territoire au sein du MERCOSUR à travers le bassin du Rio de la Plata.

L'Uruguay social

Lorsque José Mujica rendra le pouvoir à son successeur, l'Uruguay sera à nouveau le champion de l'Amérique latine en matière sociale. En décembre 2013, le chômage représentait 6,3% de la population active. L'emploi non déclaré concernait seulement 16% des salariés¹⁸. La pauvreté touchait 7,8% des foyers et 11,5% de la population, et elle était inférieure à 3% dans les zones rurales. L'indigence touche 0,5% des personnes et 0,3% des foyers. Sur la totalité de ces indicateurs, l'Uruguay est le pays le mieux placé de l'Amérique latine¹⁹. Sur le plan de la distribution des revenus, les 20% les plus pauvres de la population se sont approprié 10% des revenus tandis que les 20% les plus riches ont accaparé 34,8% du revenu national [CEPAL, 2014]. Dans aucun autre pays du continent le plus inégalitaire du monde, le quintile le plus pauvre a une si haute participation dans le revenu national, ni le quintile le plus riche a une part « si » faible.

Les bases de la politique sociale ont été posées par le premier gouvernement du *Frente Amplio* dont le gouvernement Mujica a prolongé les lignes directrices. La réforme du système de santé, les politiques de logement, le plan social d'urgence et, sur le plan de l'emploi, le rétablissement du conseil de salaires (discussion paritaire du salaire minimum par branches), l'impressionnante pression pour réduire le travail au noir et la réduction du chômage ont joué un rôle majeur, comme le montrent Mariela Quiñones et Marcos Supervielle dans ce même volume [Quiñones et Supervielle, 2014, p. 145-158].

Mais ces indicateurs principaux ne sont pas le seul domaine où le gouvernement a concentré son action. Le pays est aussi devenu célèbre avec l'adoption de trois lois qui l'ont situé à l'avant-garde des réformes sociales : la loi qui autorise le mariage homosexuel (2013), celle qui dépénalise l'avortement par la seule volonté de la femme (2012) et la loi qui autorise et régule la production, la commercialisation et la consommation de cannabis (2013). Trois lois avec lesquelles l'Uruguay renoue avec sa tradition d'innovation sociale inaugurée par José Batlle y Ordóñez (1903-1907 et 1911-1915) un siècle plus tôt. Dans le cas de la dépénalisation de l'avortement, il faut rappeler que Tabaré Vázquez avait quant à lui exercé son

18. Une proportion particulièrement basse pour le continent. En Argentine, ils sont 34% à exercer un travail hors droit, et 50% au Brésil.

19. Données officielles de l'*Instituto nacional de estadísticas* (INE), correspondant à décembre 2013.

droit de veto et empêché la gauche d'autoriser l'interruption de grossesse. En ce qui concerne la dépénalisation du cannabis, aucun autre pays au monde n'est allé aussi loin. La loi prévoit une légalisation et une régulation de toute la chaîne du processus, de la production jusqu'à la consommation. L'objectif étant moins la liberté des consommateurs ou la santé publique que la solution aux problèmes sociaux qui rongent l'ensemble des sociétés latino-américaines, notamment la violence associée au trafic illégal et sa répression ou contrôle par les forces de l'ordre [Aguilar et Arocena, 2014, p. 69-86].

Deux autres initiatives politiques doivent être mentionnées, les politiques de redistribution des terres et la promotion des entreprises coopératives. À l'instar de la loi concernant le cannabis, ces programmes émanent directement du président Mujica et ont été promus par lui-même avant son mandat présidentiel, alors qu'il était ministre de l'Agriculture dans le gouvernement précédent.

La première concerne le problème de la concentration de la terre et du dépeuplement du pays, deux questions sociales qui se trouvent à l'origine du mouvement *Tupamaro* dans les années 1960. En effet, l'Uruguay est une (modeste) puissance agricole sans paysans, doté d'une agriculture moderne structurée par et dirigée grâce à une immense concentration de la propriété rurale. Depuis le début du xx^e siècle, la population uruguayenne est très majoritairement urbaine, la seule ville de Montevideo concentrant la moitié de ses habitants. En 2003, les trois principaux propriétaires terriens étaient des sociétés transnationales. Weyerhaeuser (États-Unis), Shell (Grande-Bretagne et Pays-Bas) et Ence (Espagne). Elles possédaient au total plus de 200 000 hectares essentiellement destinés à la production forestière, bien que près de la moitié eût été achetée à la seule fin de spéculation immobilière, et restaient improductives. Aujourd'hui, l'*Instituto nacional de colonización* (INC) est devenu le premier propriétaire de terres de l'Uruguay avec quelque 580 000 hectares. Au cours des deux gouvernements du *Frente Amplio*, l'État a acheté plus de 100 000 hectares, 17% du total, et une nouvelle loi sur la propriété entrera en vigueur en 2015 pour rajouter des nouvelles superficies. Cette politique est destinée à promouvoir le repeuplement des zones rurales via la colonisation familiale. La plupart des parcelles de l'INC font entre 50 et 120 hectares (la moyenne nationale est de 361 hectares) et sont exclusivement destinées à des petits producteurs. Près de 200 000 hectares sont des propriétés privées, achetées en mensualités par des colons, mais depuis 2010, l'État ne donne plus de terre en propriété. Ainsi, 380 000 hectares sont donnés en exploitation contre le versement d'un loyer, à un niveau subventionné à 50% du prix de marché. L'INC investit aussi en chemins, électricité et en irrigation [Arregui, 2014]. Le parlement a voté en 2011, en ce sens, une loi visant à combattre la concentration de la propriété. La loi prévoyait une taxe sur la grande propriété dont les fonds serviraient à financer des infrastructures rurales (d'environ 10 dollars par hectare pour les propriétés de plus de 2 000 hectares),



mais la Cour suprême de Justice de l'Uruguay l'a déclarée inconstitutionnelle car, selon la Justice cette taxe se superposait à d'autres impôts déjà existants.

On est certainement loin de la réforme agraire promue par les *Tupamaros* dans les années 1960, mais cette dimension est chère au président Mujica qui voit dans ce type de projets une évolution de civilisation allant dans la direction contraire à celle que promeut le capitalisme²⁰. Ainsi, pendant son gouvernement, l'INC a été doté de plus de budget, de fonctionnaires et de personnel technique.

Le modèle de gauche qui inspire Mujica est davantage celui de la gauche libertaire et de l'autogestion que celui de l'intervention de l'État. C'est ainsi que l'on peut interpréter l'énergie du gouvernement mise au soutien des coopératives de travail²¹. Bien que ce type d'entrepreneuriat ait une longue et importante tradition en Uruguay, notamment après la création en 1962 de la *Federación de cooperativas de producción del Uruguay* (FCPU), ce mouvement a connu une nouvelle étape avec la faillite en série d'unités de production lors de la crise économique de 2002. Une trentaine de coopératives sont enregistrées par le recensement économique de 2008 dont vingt directement liées à des reprises d'entreprise par les salariés suite à la crise et, sauf une, elles sont toutes dédiées à la production manufacturière [INE, 2010]. Parmi ces coopératives issues d'usines récupérées par les travailleurs, on compte deux très grandes entreprises : *Cristalerías del Uruguay* et la *Fábrica uruguayana de neumáticos S.A. (FUNSA)*²². En 2011, le gouvernement crée le fonds pour le développement social (*Fondo para el desarrollo social/FONDES*) obligeant la *banque de la République orientale d'Uruguay* (Banco de la República Oriental del Uruguay/BROU) au financement de ce type d'entreprises récupérées par des coopératives de travailleurs [Cancela, Marti et Thul, 2013]. Après la création du Fondes comme banque sociale spécialement dédiée à ce type d'entreprises et usines récupérées par leurs travailleurs organisés en coopérative, de nombreuses autres unités en faillite ont été remises en activité – dont la dernière en date est la compagnie aérienne de l'Uruguay (PLUNA), qui est en cours de récupération.

20. En 1961, le futur leader des *Tupamaros* crée le syndicat agricole *Unión de trabajadores azucareros de Artigas* (UTAA) pour lutter pour la journée de 8 heures des salariés agricoles, des améliorations des conditions de travail et «la terre pour celui qui la travaille». Le 20 février 1964 UTAA organise une marche «*Por la tierra y con Sendic*» (alors poursuivi par le gouvernement) de 630 kilomètres jusqu'à Montevideo afin de dénoncer la situation sociale des travailleurs ruraux. Ce mouvement social est considéré par beaucoup comme un moment fondateur de la nouvelle gauche qui déboucherait dans la création du *Frente Amplio* en 1971.

21. Un autre programme social, *el Plan Juntos*, devrait être mentionné ici. Il s'agit d'un programme visant notamment le logement des plus démunis avec une forte composante de volontariat, de dons et de bénévolat, mais le programme peine à décoller et ses effets sociaux sont mineurs. Le président Mujica donne à ce programme 90% de son salaire de président. Il espérait que cet espace devienne un lieu de militantisme et de mobilisation sociale.

22. On doit noter que pour un pays de petite taille et de faible niveau d'industrialisation, ces projets comptent en soi. Ainsi, *Cristalerías del Uruguay* devenue maintenant «*Providrio*» est la seule usine de fabrication de bouteilles et de verre et FUNSA est le seul fabricant de pneus du pays.

Au-delà d'un impact réel très modeste en matière de promotion de l'emploi ou de production, le président a maintes fois insisté sur le fait que c'est la promotion d'autres types de liens sociaux qui compte. Le ralentissement de la croissance après la crise financière de 2008 et la reprise de l'inflation constituent probablement les principales menaces immédiates à la situation sociale de l'Uruguay. Mais l'inflation est moins importante qu'en Argentine et le degré d'institutionnalisation du social promu par la gauche expose moins les Uruguayens aux aléas des évolutions du marché²³. Cependant, le véritable talon d'Achille de l'Uruguay contemporain est l'éducation. Dès 2005, la gauche a donné la priorité à l'école en remontant le budget de l'éducation à 4,5% du PIB après des décennies de ressources drastiquement basses. Dans le cadre d'une croissance économique importante, cela s'est traduit par dix années d'augmentation constante des ressources allouées, ce dont ont bénéficié les enseignants de tous les niveaux de l'éducation. En 2007, le *Plan Ceibal* a fait de l'Uruguay le premier pays au monde à doter tous les écoliers de l'école publique d'un ordinateur, ce qui s'est poursuivi après au niveau secondaire et qui a contribué à réduire la fracture numérique avec un impact social incontestable. Cependant, comme le montre Verónica Filardo, les chiffres indiquent une situation extrêmement préoccupante et socialement injuste. En Uruguay, seulement 40% d'une classe d'âge finit l'enseignement secondaire et beaucoup l'achèvent avec du retard après des années de redoublement [Filardo, 2014, p. 49-68]. En dix années de gouvernement, la gauche n'aura pas trouvé la clé du problème ni une direction précise vers laquelle avancer. C'est surprenant dans un pays pionnier en la matière et dont les enseignants et les chercheurs ont toujours constitué l'un des piliers sociaux de la gauche. La conséquence la plus visible est le manque déjà cruel de main-d'œuvre qualifiée sur des nombreux secteurs de l'économie.

Cette situation prévaut malgré une formidable récupération de l'enseignement supérieur et de la recherche. En effet, l'Université de la République (UDELAR) a en de nombreux domaines, récupéré ses capacités de formation, et a fait des efforts considérables pour l'extension de l'université au-delà de Montevideo où elle était confinée jusqu'à présent. La création de l'Agence nationale de la recherche (ANI) a aussi doté les chercheurs de nombreuses ressources et d'une capacité accrue de liens internationaux. Mais le déficit en formation primaire et secondaire est si important que les efforts du supérieur risquent d'être freinés. Et à ce rythme, la gauche verra progressivement ébranlées les fondations culturelles de son espace politique : aussi bien le *Frente Amplio* que les mouvements sociaux qui l'ont accompagné. Ces fondations culturelles ont existé grâce à la formation très étendue et aux bases humanistes très riches de l'école publique des années

23. Le taux annuel d'inflation était de 9,08% en juin 2014. (*Ministerio de economía y finanzas del Uruguay*, www.mef.gub.uy, consulté le 30 juin 2014). En Argentine l'inflation est supérieure à 20%.



1940, 1950 et 1960. La gauche au pouvoir semble quelque peu déboussolée sur ce terrain.

L'extérieur et l'intérieur

La présidence de José Mujica s'est donc posée en continuité avec celle de Tabaré Vázquez. C'est comme si ces deux périodes étaient une unique succession d'un même *Frente Amplio* qui complète ainsi une décennie de gouvernement. Les grands traits de l'orientation économique et de la politique sociale ont été maintenus. Cette continuité s'explique de plusieurs façons. Il s'agit d'une même coalition au pouvoir, le *Frente Amplio*, créée en 1971, composée d'une série de partis allant du centre-gauche jusqu'à la gauche dite « radicale » sur le mode qui s'est construit à la sortie de la dictature. Pendant les deux gouvernements Vázquez et Mujica, les rapports entre les forces qui composent le *Frente Amplio* sont restés assez stables – ce qui n'a pas toujours été le cas et ce qui risque d'évoluer lorsqu'en 2015 le vieux *Tupamaro* quittera définitivement la politique, tel qu'il l'a annoncé avant même d'être élu²⁴.

À l'issue des élections de 2009, le parti de José Mujica (le MPP)²⁵ est la première force à l'intérieur de la gauche avec 6 sénateurs et 25 députés (sur 16 sénateurs et 50 députés pour l'ensemble du *Frente Amplio*), et il l'était déjà sous le gouvernement Vázquez. Mais les autres forces du centre-gauche et de la gauche libérale réunies ont une représentation au parlement plus importante que la gauche radicale (MPP et PCU, notamment). Le Parti socialiste de Tabaré Vázquez et, plus à droite, le *Frente Liber Sergni* de Danilo Astori (vice-président de Mujica et ministre de l'Économie de Vázquez) ont 9 sénateurs²⁶.

À l'extérieur du *Frente Amplio*, les partis conservateurs sont restés minoritaires et divisés, avec notamment un parti *Colorado* très affaibli (5 sénateurs et 17 députés) et un Parti *Blanco* en deuxième force (9 sénateurs et 30 députés). Il est vrai que *Blancos* et *Colorados* ont vu un changement de leurs dirigeants mais cela affectera seulement la nouvelle période présidentielle après les élections d'octobre

24. Né à Montevideo le 20 mai 1935, Mujica aura 80 ans tout juste après la succession de pouvoir le 1^{er} mars 2015.

25. Le Mouvement de participation populaire (MPP) fut créé en 1989 comme une alliance de plusieurs groupes de la gauche « radicale » conduite par le Mouvement de libération nationale – Tupamaros (MLN-T) –, mouvement armé ayant agi entre les années 1963 et 1973 et auquel appartient le président Mujica ainsi que plusieurs de ses ministres (Éducation, Défense, Intérieur, Extérieur).

26. Lors des élections primaires du 1^{er} juin 2014, Tabaré Vázquez a été une nouvelle fois désigné candidat à la présidence par le *Frente Amplio*. Il sera accompagné par Raul Sendic (52 ans), fils de l'ancien fondateur des *Tupamaros* et jusqu'ici à la tête de l'entreprise publique pétrolière, ANCAP. Soutenu par l'ensemble des grands partis du *Frente Amplio*, Vázquez a obtenu 82% des voix tandis qu'une myriade de petits groupes s'est alignée, plus à gauche, derrière la sénatrice (ex-MPP) Constanza Moreira (54 ans).

2014²⁷. La droite n'ayant pu récupérer de sa débâcle, l'environnement politique de la gauche est resté pratiquement inchangé entre 2005 et 2015.

Or, bien que la continuité Vázquez-Mujica soit certaine, ce dernier a imprimé non seulement un style mais une forme et une direction propres à l'Uruguay. Ce changement a été immédiatement visible en termes de politique étrangère. En 2010 l'Uruguay vit une situation de conflit international avec l'Argentine qui s'oppose à l'installation d'usines de pâte à papier sur le fleuve Uruguay. Ce conflit s'est intensifié au point de constituer un affrontement entre Tabaré Vázquez et Nestor Kirchner, et s'est formellement soldé par un arbitrage de la Cour internationale de Justice de La Haye. Avec Mujica, l'Uruguay sort de ce conflit et avance sur de nombreux points importants par la voie de la négociation et un changement complet de direction, dont le dragage du canal San Martín, du fleuve Uruguay, indispensable au passage de grands bateaux vers ses ports sur le fleuve. Contrairement à son prédécesseur, le président Mujica sait que le salut de l'Uruguay passe par un appel à la fraternité historique entre les deux pays : plus que des frères, « nous venons du même placenta » – déclare-t-il avant d'être président : « *Venimos de la misma placenta, cuando Ustedes se resfrían nosotros nos engripamos* », et « *Nunca me siento extranjero cuando piso Buenos Aires, porque hay demasiados de aquí que fueron a jugar su suerte y su vida allá* » (09 février 2010).

Sa discipline, le caractère conséquent de sa trajectoire politique, avec ses dix années de lutte armée et ses douze années d'emprisonnement, et surtout ses choix une fois au pouvoir confèrent un immense prestige au vieux *Tupamaro*. Mujica et son ministre des Affaires étrangères, Luis Almagro, profitent de cet espace politique et de l'écoute qu'ils conquièrent rapidement auprès des dirigeants de la gauche latino-américaine, de Hugo Chávez à Lula da Silva. L'Uruguay parie désormais tout sur sa place latino-américaine, et prétend exister dans le monde à travers le Brésil et son leadership latino-américain, auquel Mujica fait appel de manière répétée. L'espace n'est plus seulement celui du MERCOSUR, alliance commerciale qui peine à évoluer, mais désormais celui de l'Union des nations sud-américaines (UNASUR), espace politique qui a permis pour la première fois de l'histoire des États sud-américains de faire face à des problèmes primordiaux comme les déstabilisations démocratiques en Équateur, au Honduras ou au Paraguay. Exit les éternelles menaces d'aller chercher la protection des États-Unis en échange d'un traité de libre-échange avec ce pays. L'Uruguay a immédiatement commencé à avoir une présence internationale, abandonnant son complexe de « petit pays » derrière lequel se réfugient souvent les Uruguayens, coincés entre leurs deux grands voisins. Cet espace fut créé par une politique économique

27. Les deux partis présentent deux jeunes candidats à la présidence de la république. Luis Alberto Lacalle Pou (41 ans), fils de l'ex-président Luis Alberto Lacalle (1990-1995) candidat des *Blancos*. Pedro Bordaberry (54 ans), fils de l'ancien dictateur Juan María Bordaberry (1972-1976), candidat des *Colorados*.



intelligente qui a diminué la dépendance des marchés argentin et brésilien. Mais il fut ouvert aussi grâce à une grande créativité politique.

Mujica appartient à cette catégorie d'hommes politiques qui a un grand sens de la communication à travers les médias et qui a une conscience fine de la portée symbolique de son action. Ainsi, il se précipite pour se positionner sans hésitation aux côtés de l'Argentine en juin 2014 au lendemain de l'annonce de la Cour suprême des États-Unis validant la décision de justice qui condamnait ce pays à payer la valeur nominale de ses titres de dette extérieure restés en litige après le *default* de 2001. Il sait que l'Amérique latine doit trouver là, à travers l'UNASUR, un terrain d'unité sur une question stratégique.

Parfois donc, le président agit en parfaite harmonie avec la conjoncture. Mais parfois, au contraire, il choisit de s'en distancier pour créer la surprise. Ainsi, début 2014, à la veille d'un voyage aux États-Unis pour rencontrer le président Barack Obama, José Mujica déclare que l'Uruguay est prêt à recevoir des prisonniers de Guantánamo sans aucune condition, simplement parce que « *Guantánamo es una vergüenza de la humanidad* » (Guantanamo est une honte pour l'humanité). La déclaration est immédiatement reprise par la presse internationale²⁸. L'Uruguay vise à ouvrir la voie pour ses voisins de l'UNASUR qui pourraient ainsi se dresser face aux États-Unis, renversant un rapport historique dans lequel le Nord recevrait les réfugiés des violations aux Droits de l'homme commises dans le Sud.

Mujica a très vite explicité sa conception de la politique étrangère dans le cadre d'une nouvelle conjoncture internationale, qui modifie la carte de l'Amérique. De son point de vue, « le Brésil est un continent, et il le sera davantage s'il prend sa responsabilité historique de leadership sans écraser. Et comme le gouvernement actuel du Brésil est franchement républicain, je pense qu'il va assumer cette tâche qu'il a devant lui. Et nous les petits, nous aurons l'indépendance de la lui rappeler à tout moment. Parfois, être petit a ses avantages car on peut dire avec clarté ce qu'on pense. Nous devons aider le Brésil dans cette tâche ». Pour Mujica, il est clair que « les dimensions et les défis que le Brésil a devant lui le conduisent inévitablement à devenir un grand acteur de la scène mondiale. Cet acteur a besoin d'un support et ce support c'est l'ensemble des pays latino-américains qui l'accompagnent à travers l'UNASUR. »²⁹

28. C'est le cas du *Washington Post*, par exemple, dont la une du 15 mai 2014 indique : « *Uruguayan president agrees to take six detainees from Guantanamo* », mais aussi de nombreux autres journaux du monde entier. *Le Monde* du 29 mars 2014 : « En Uruguay, le président « Pepe » veut aider les États-Unis à fermer Guantanamo. »

29. Cette position se trouve développée dans de nombreuses déclarations officielles, dans des entretiens à la presse, longuement explicitée dans son émission radiophonique hebdomadaire (Radio M24). Les extraits cités ici et dans le paragraphe suivant sont tirés d'un entretien donné à la BBC dans le cadre des obsèques d'Hugo Chávez le 08 mars 2013. http://www.bbc.co.uk/mundo/noticias/2013/03/130307_venezuela_hugo_chavez_mujica_ng.shtml, consulté le 08-07-2014.

Conscient de cette liberté de parole que lui confèrent à la fois son prestige et la place de l'Uruguay, il expose également sa vision sur le rôle des États-Unis, qui doivent « respecter » le processus d'unification et d'indépendance de l'Amérique latine. « La politique la plus favorable que puissent avoir les États-Unis est de nous laisser être. Les Latino-Américains, nous essayons d'être nous-mêmes. Si nous y arrivons, les États-Unis vont se libérer d'une très grande responsabilité et nous vivrons dans un monde plus équilibré. » De son point de vue, les changements technologiques changeront la place des États-Unis dans le monde car « ce formidable vorace d'énergie » risque de devenir autonome sur ce plan. « Cela va avoir une répercussion colossale dans le monde » car le « spectre » des guerres du pétrole caractéristiques du xx^e siècle peut « s'éloigner grâce à la technologie. »

Sur le plan intérieur, José Mujica ne bénéficie pas cependant d'une si grande réputation. Ce n'est plus le cadre international où il apparaît simplement comme une voix. À l'intérieur des frontières, il gouverne, prend des décisions, fait des choix et des déclarations qui heurtent certaines catégories sociales et certains groupes politiques, dont les fonctionnaires, par exemple. Anarchiste de formation, Mujica n'a jamais cessé de se méfier de l'État qu'il voit comme une bureaucratie, comme un organisme qui se situe aux antipodes de sa conception de la politique. Il admet que dans les conditions actuelles du capitalisme, l'État est la seule structure capable de faire face aux aspects les plus dévastateurs de l'intérêt économique. Mais il pense aussi que, nichée au sein de l'État, la politique se corrompt et perd son âme. Alors José Mujica le dit, le répète et insiste, choquant à la fois syndicats et fonctionnaires mais aussi la plupart des autres membres de la gauche qui au sein du *Frente Amplio* ne partagent pas sa pensée.

Le même conflit se présente avec une certaine manière de vivre la profession d'intellectuel [Dansilio, 2014, p. 87-116]. Cela faisait des décennies, au moins depuis les années 1970, que chercheurs, enseignants, étudiants, journalistes et artistes ne bénéficiaient pas d'un espace institutionnel et d'une situation économique équivalente à celle qui est la leur aujourd'hui. Cependant, Mujica a, à plusieurs reprises, offensé ces catégories par des déclarations qui les renvoient vers ce qu'il conviendrait d'appeler leur côté petit-bourgeois. Mujica veut un monde intellectuel connecté avec le monde de la production et par-dessus tout, des intellectuels qui ne se désolidarisent pas du sort de ceux qui n'ont pas mené de longues études, dont la vie est souvent limitée à un travail manuel ou répétitif. Comme le reste des gauches latino-américaines, la gauche uruguayenne a, elle aussi, favorisé la formation d'une classe moyenne à la fois jeune et progressiste, les yeux rivés vers un avenir que ses membres perçoivent mondialisé. Cette jeunesse-là ne se reconnaît que partiellement dans ce dirigeant dont elle sent une certaine pudeur à chaque fois qu'il s'exprime et se comporte comme un vieil homme du peuple. Ainsi, Mujica fait



l'objet de fréquentes moqueries dans les réseaux sociaux. Au début des années 2000, sa critique de la politique traditionnelle avait su gagner la sympathie d'une jeunesse qui voyait en lui celui qui serait capable de rendre visible le caractère désuet et arriéré des élites politiques du pays. Mais aujourd'hui le président Mujica a probablement perdu en partie cette aura auprès des classes moyennes jeunes et diplômées de Montevideo³⁰.

Cette situation devient plus difficile avec une intelligentsia réfugiée à l'université. Celle-ci a du mal à penser la gauche de demain ou, autrement dit, à proposer à la société uruguayenne une «nécessaire imagination radicale», une fois les demandes sociales du passé satisfaites par son exercice du pouvoir pendant une décennie et peut-être pendant cinq ans encore si le *Frente Amplio* gagne les élections en octobre 2014. Telle est la thèse que le philosophe Gustavo Pereira défend dans la chronique qui ouvre ce numéro des *Cahiers des Amériques latines* [Pereira, 2014]. L'enjeu est de taille car cette jeunesse et ces intellectuels se pensent peu comme militants et, paradoxalement, semblent tout attendre des professionnels de la politique bien qu'ils se méfient de cette activité et ne voient pratiquement pas d'attrait dans l'activité partisane.

Souvent le président José Mujica est perçu sous un double visage. D'un côté, on voit en lui un «philosophe», le regard éloigné, profond, parlant depuis le recul de sa longue et complexe expérience politique. De l'autre côté on voit un politicien affûté prendre des décisions qui sont souvent en franche contradiction avec les principes qu'il exige de la politique et qu'il s'impose à lui-même car «s'il n'y a pas d'honnêteté intellectuelle, tout le reste est inutile. Tout le reste est inutile!» (émission *Salvados*, mai 2014). Ainsi, il décrie le consumérisme, le représentant comme une véritable plaie qui empoisonne notre civilisation. Mujica y voit un centre fondamental de la politique. Cette envie de consommation et de possession qui est au centre de l'aliénation de l'homme contemporain. Il se fait alors pédagogue pour montrer à un jeune journaliste, que pour consommer il faut avant dépenser son temps en travaillant pour autrui. Un temps sacrifié avec le seul but de consommer ce que l'industrie vend, la plupart du temps des objets et des distractions superflus. Loin d'ouvrir de nouveaux horizons, la consommation nous enlève ce que nous avons de plus précieux: le temps de vivre, à la manière du temps retiré à celui que l'on emprisonne. Sans hésiter il dira que la sortie de la crise européenne ne peut pas venir d'une relance de la consommation. Ainsi, au même moment, il répondra aux critiques des écologistes, combien est stratégique le projet minier d'extraction de fer et la construction d'un port en eaux profondes

30. Les enquêtes d'opinion donnent une bonne popularité du président pour la dernière année de gouvernement avec 54% d'opinions favorables, surtout sur le plan de l'économie (59% approuvent) – 22% désapprouvent et 22% ne se prononcent pas. Cette popularité monte à 76% parmi les électeurs du *Frente Amplio*. Enquête «Cifra» du mois de mai 2014, www.cifra.com.uy

dans une région qui est pratiquement une réserve naturelle, tellement elle est inexploitée et dépeuplée. Ainsi il défendra la construction des usines de pâte à papier et demandera : es-tu prêt à utiliser moins de papier ou à ne pas te servir de couches jetables ?

Comment considérer l'action et la parole de ce vieux fou ? José Mujica s'est imposé la contrainte d'une immense simplicité qu'il a respectée toute sa vie et pas seulement lorsqu'il était guérillero dans la clandestinité ou prisonnier isolé dans les cachots de la dictature. Avant d'être président, il a été député (1995-2000) puis sénateur (2005-2010) et ministre (2005-2008), avec toujours la même simplicité, qui est aussi celle de son épouse, la sénatrice Lucia Topolansky et celle aussi de l'ensemble de ses anciens camarades *Tupamaros*, de Eleuterio Fernández Huidobro (actuel ministre de la Défense et anciennement député puis sénateur) à son dirigeant historique, Raúl Sendic (1925-1989), ou encore Julio Marenales qui n'a jamais occupé de poste ou Jorge Zabalza qui vit actuellement de son travail de boucher dans un quartier issu d'une occupation illégale de terres³¹. Pour Mujica, les républiques sont venues dans l'histoire pour montrer que « *nadie es más que nadie* » (personne n'est supérieur à un autre – dit avec une expression à la fois populaire et rurale). Un président se doit donc de vivre comme le plus grand nombre. Mais cet homme ne possède pas une once d'autoritarisme et il sait pertinemment que ce genre de comportement ne peut pas être imposé par la force.

Peut-être que Mujica rend visible en cet Uruguay du début du XXI^e siècle quelque chose de propre à la vie politique d'une société. Peut-être a-t-il une conception plébéienne de la politique qui détonne dans un monde de populismes. Seulement, il est étonnant de voir la politique vivre à la place du gouvernement d'une république contemporaine.

Le journaliste espagnol arrivant chez José Mujica où celui-ci le reçoit s'affairant dans son jardin : « On m'avait beaucoup parlé de l'endroit où vous habitez, mais la vérité c'est que c'est très impressionnant de le voir en direct parce que c'est très rare et bizarre que le président d'un gouvernement vive ainsi. » Le président Mujica : « C'est la faute des autres présidents, pas la mienne. Ce qui est bizarre c'est leur façon de vivre. La plupart des personnes qui font partie des nations ne vivent pas comme vivent les présidents, et les présidents commencent à vivre comme vit la minorité. Mais les républiques sont venues pour souscrire un concept : "personne ne vaut plus qu'une autre personne" [...] La démocratie doit être le gouvernement des majorités. Je vis comme vit le plus grand nombre des gens de

31. Julio Marenales (1930-) est toujours membre du comité central du Mouvement de libération nationale-Tupamaros. Jorge Zabalza (1943-) quitta le MLN-T en 1999 et vit actuellement dans un quartier très pauvre du Nord-Ouest de Montevideo ; il est devenu un critique radical de ses anciens camarades.



mon pays. Les présidents sont enfermés dans le style de vie des minorités. Et il est bon de vivre comme on pense car sinon, «tu penseras comme tu vis». Je vivais comme ça avant d'être au gouvernement, et je vis toujours pareil»³².

BIBLIOGRAPHIE

- **AGUIAR Sebastián et AROCENA Felipe**, « Des lois d'avant-garde : dépenalisation de l'avortement, mariage homosexuel et légalisation du cannabis », *Cahiers des Amériques latines* n° 77, Paris, 2014.
- **ARREGUI Miguel**, « La reforma agraria en la agenda del gobierno. La tierra prometida », *El País*, Montevideo, 5 juillet 2014. <http://www.elpais.com.uy/que-pasa/reforma.html>
- **BÉRTOLA Luis**, « Le cycle 1998-2012 dans l'économie uruguayenne : une croissance soutenue sans risque de déséquilibres ? », *Cahiers des Amériques latines* n° 77, Paris, 2014.
- **CAETANO Gerardo et RILLA José**, *Breve historia de la dictadura (1973-1985)*, Montevideo, Grupo Editor, 1987.
- **CANCELA Valentina, MARTI Juan Pablo et THUL Florencia**, « Las empresas recuperadas como cooperativas de trabajo en Uruguay: entre la crisis y la oportunidad », *XXI° jornadas de jóvenes investigadores de la Asociación de universidades del grupo Montevideo (AUGM)*, Corrientes, 14-16 octobre 2013.
- **CEPAL**, *Panorama social 2013, 2014*. www.eclac.cl
- **CORREA Octavio et MERKLEN Denis**, « La rive gauche de l'Uruguay. De l'arrivée du Frente Amplio au pouvoir et des difficultés de son gouvernement » in *Problèmes d'Amérique latine* n° 71, dossier Mutations des gauches latino-américaines, Paris, janvier 2009, p. 109-130.
- **DANSILIO Florencia**, « Qui sont les têtes pensantes dans l'Uruguay contemporain ? Les vicissitudes des intellectuels face au gouvernement de gauche », *Cahiers des Amériques latines* n° 77, Paris, 2014.
- **FILARDO Verónica**, « L'éducation secondaire, talon d'Achille de l'Uruguay ? », *Cahiers des Amériques latines* n° 77, Paris, 2014.
- **GARAVAGLIA Juan Carlos et MERKLEN Denis**, *El conflicto de las papeleras entre Uruguay y Argentina, Nouveau Monde – Mondes Nouveaux*, Paris, EHESS, 2008.
- **INE, Instituto nacional de estadística**, *El Uruguay en cifras 2013*, Montevideo, 2014, *Censo Nacional de Cooperativas y Sociedades de Fomento Rural (2008-2009)*. http://www.ine.gub.uy/biblioteca/censoCoop_2008-2009/Censo-Nacional-de-Cooperativas.pdf
- **JEDLICKI Claudio**, « Uruguay », in **F. Bost et al.**, *Images économiques du monde 2014*, Paris, Armand Colin, 2014, p. 180-181.
- **LARROUQUÉ Damien**, « Uruguay », in **Georges COUFFIGNAL**, *Amérique latine 2012, année charnière*, Paris, La documentation française, 2013, p. 186-188.
- **MVOTMA, Ministerio de vivienda, ordenamiento territorial y medio ambiente**, *Informe Medio Ambiente y Energía en Uruguay. Aspectos de la temática energética desde una visión ambiental*, Montevideo, 2014.
- **QUIÑONES Mariela et SUPERVIELLE Marcos**, « Nouveau syndicalisme, nouveaux syndicalistes », *Cahiers des Amériques latines* n° 77, Paris, 2014.
- **PEREIRA Gustavo**, « La izquierda uruguaya y la necesaria imaginación radical », *Cahiers des Amériques latines* n° 77, Paris, 2014.
- **URRUTY Navatta Carlos**, « El plebiscito y el referéndum en la Constitución Uruguaya », *Mundo Electoral*, Año 2, n° 6, Panamá, Tribunal Electoral, 2009.

32. Extrait de l'entretien avec Jordi Evole pour l'émission « Salvados », de la chaîne espagnole La Sexta, 20-05-2014. http://www.dailymotion.com/video/x1vrppu_salvados-12x13-mujica-un-presidente-diferente_lifestyle, consulté le 1^{er} juillet 2014.

RÉSUMÉ/RESUMEN

Le mandat de José Mujica (2010-15) est le deuxième du *Frente Amplio* à la tête de l'Uruguay et a permis de consolider les acquis économiques et sociaux du gouvernement de gauche, en particulier en matière de croissance économique, d'investissements publics et de lutte contre les inégalités sociales. L'élection de 2010 a toutefois été marquée par deux défaites de la gauche lors des référendums sur l'amnistie et sur le droit de vote des Uruguayens à l'étranger, ce qui a été à la source de tensions entre la gauche politique et ses soutiens dans les mouvements sociaux, les milieux associatifs et culturels. Par sa personnalité particulière, son ton franc et direct, son absence d'attachement aux biens matériels, José Mujica a marqué son mandat et a attiré l'attention des médias internationaux sur sa manière de faire de la politique. L'impact de la nouveauté est moins fort au sein de la société uruguayenne, car c'est en continuité avec son action politique antérieure et cela a conduit à des discussions tendues avec certains groupes organisés, y compris des soutiens de la gauche, comme les intellectuels.

JOSÉ MUJICA. UN HOMBRE POLÍTICO EN EL PODER

El mandato de José Mujica (2010-15) es el segundo del Frente Amplio en la presidencia del Uruguay y permitió consolidar los programas económicos y sociales del gobierno de izquierda, con resultados positivos en el crecimiento económico, la inversión pública y la lucha contra la desigualdad. La elección de 2010 fue acompañada de dos referendos, sobre la amnistía y el voto de los Uruguayos en el exterior: el hecho que la opción apoyada por el gobierno haya sido rechazada por el voto popular en ambas consultas llevó a tensiones importantes entre la izquierda política y los movimientos sociales, asociaciones y grupos culturales que la habían apoyado. Por su personalidad particular, su tono franco y directo, y su ausencia de valorización de los bienes materiales, José Mujica marcó su mandato en la Presidencia, y produjo también mucho interés en los medios de comunicación internacionales por su forma de hacer política. El impacto de la novedad fue sin embargo menor dentro de la sociedad uruguaya, pues se situaba en continuidad con su acción política anterior, e incluso llevó a discusiones y relaciones tensas con ciertos grupos organizados en la sociedad, incluyendo a grupos que lo han apoyado, como los intelectuales.